



Conseil économique et social

Distr. générale
12 avril 2022
Français
Original : anglais

Conseil économique et social

Session de 2022

23 juillet 2021-22 juillet 2022

Point 11 de l'ordre du jour

**Application et suivi des textes issus des grandes conférences
et réunions au sommet organisées par les Nations Unies**

ONU-Nutrition

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter au Conseil économique et social le rapport d'ONU-Nutrition, conformément à la décision 2018/207 du Conseil.



Rapport d'ONU-Nutrition*

[En anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe]

I. L'état de la nutrition dans le monde

1. La malnutrition correspond à un large spectre de manifestations physiques susceptibles d'apparaître séparément ou simultanément. Elle inclut la dénutrition (émaciation, retard de croissance et insuffisance pondérale), les symptômes et les maladies provoqués par les carences en vitamines ou en minéraux (vitamine A, fer et iode principalement), le surpoids et l'obésité, ainsi que les maladies non transmissibles d'origine alimentaire qui en résultent. La malnutrition réduit les capacités cognitives et la productivité et ralentit la croissance économique, pouvant contribuer à perpétuer un cycle de pauvreté.

2. Une bonne nutrition repose sur un ensemble de systèmes interconnectés liés à la production, la disponibilité et l'accessibilité des aliments nutritifs, à la préservation des écosystèmes et de l'environnement, à la prestation de services de soins de santé et d'assainissement de qualité, à l'éducation, à l'emploi et au niveau de revenu, à l'accès aux terres agricoles et à la protection sociale. Lorsque ces systèmes interconnectés ne fonctionnent pas efficacement ou que leur accès est marqué par des inégalités, la malnutrition apparaît, sous toutes ses formes.

3. Avant même la pandémie, la communauté mondiale avait pris du retard s'agissant d'atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2 – éliminer la faim et la malnutrition. En 2019, quelque 3 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas les moyens de manger sainement¹.

4. Selon les données mondiales les plus récentes relatives à 2020, qui ne rendent pas compte encore des effets probablement négatifs de la covid-19, 149,2 millions d'enfants de moins de cinq ans accusaient un retard de croissance (indicateur 2.1.1 des ODD), les trois quarts d'entre eux vivant dans deux régions seulement – l'Asie centrale et du Sud et l'Afrique subsaharienne. Cette statistique choquante renvoie à un autre chiffre : parmi les enfants de la même classe d'âge, 45,4 millions (6,7 pour cent) souffraient d'émaciation en 2020².

5. La dénutrition des enfants est étroitement liée à l'état nutritionnel des femmes et des filles, qui influe non seulement sur la santé et le bien-être en général de celles-ci mais aussi sur les conditions et l'issue de la grossesse. L'anémie ferriprive, par exemple, touchait en 2019 dans le monde entier près d'une femme en âge de procréer sur trois (29,9 pour cent) (indicateur 2.2.3 des ODD), dénotant l'absence de progrès depuis 2012. À l'échelle mondiale, en 2015, un enfant sur sept (14,6 pour cent) est né avec un faible poids à la naissance (données disponibles les plus récentes)³. L'insuffisance pondérale à la naissance a un lien étroit avec la mortalité fœtale et néonatale. Les enfants qui survivent sont susceptibles de souffrir d'une croissance

* La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

¹ FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2019), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*, Rome.

² FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2021), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous*, Rome.

³ Ibid.

inhibée, d'un retard de croissance et de développement cognitif et de maladies non transmissibles plus tard dans leur vie.

6. De plus, 38,9 millions d'enfants de moins de cinq ans (5,7 pour cent) étaient en surpoids en 2020. La situation a peu évolué au niveau mondial en deux décennies et certaines régions affichent des tendances à la hausse. L'obésité des adultes continue aussi à progresser et plus de 40 pour cent de l'ensemble des femmes et des hommes (2,2 milliards de personnes) seraient en surpoids ou obèses⁴.

7. La dénutrition, les carences en micronutriments et le surpoids et l'obésité peuvent coexister dans un même pays, une même communauté voire un même ménage. C'est ce que l'on appelle le double ou triple fardeau de la malnutrition.

8. La collecte de données empiriques concernant les incidences de la covid-19 sur la situation nutritionnelle est encore en cours, mais les perturbations des systèmes économiques, sociaux, alimentaires et sanitaires provoquées par la pandémie ont probablement exacerbé la dénutrition dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire.

I.1 Assurer la cohérence de l'ensemble du système des Nations Unies à tous les niveaux dans le domaine de la nutrition et fournir un appui coordonné aux États membres

9. Partout dans le monde, les pays s'efforcent de gérer convenablement le fonctionnement des multiples systèmes interdépendants qui contribuent à assurer une bonne nutrition à leur peuple et, en même temps, de faire face à la pandémie de covid-19 et de relever les autres défis en matière de développement. Les gouvernements reçoivent du système des Nations Unies un appui cohérent et coordonné pour poursuivre et développer leurs actions. ONU-Nutrition est la nouvelle entité résultant de la fusion de l'ancien Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition (CPNUN) et du Réseau des Nations Unies pour le renforcement de la nutrition (Réseau SUN)⁵.

10. La vision d'ONU-Nutrition est un monde libéré de la malnutrition où, partout, chacun et chacune jouit de la totalité des droits humains. ONU-Nutrition est chargé de concrétiser cette vision en coordonnant et en mettant à profit les interventions menées par les organismes des Nations Unies pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes et s'attaquer à ses causes profondes.

11. ONU Nutrition vise à améliorer la coordination au niveau mondial et national dans le domaine de la nutrition à l'intention de tous les membres des Nations Unies et, de plus, dans les pays adhérant au mouvement SUN, ONU-Nutrition fait fonction de réseau du système des Nations Unies pour le mouvement SUN.

12. En janvier 2021, la Sous-Directrice générale de l'OMS chargée de la couverture sanitaire universelle et de l'amélioration de la santé des populations est devenue la première présidente d'ONU-Nutrition, pour un mandat de deux ans. ONU-Nutrition consiste en un comité directeur composé de sept membres, à savoir, les responsables mondiaux de la nutrition dans les organismes suivants : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'OMS.

⁴ Ibid.

⁵ Pour en savoir plus sur ONU-Nutrition, voir la *Note du Secrétaire générale soumise au Conseil économique et social à la session de 2021*.

13. Au niveau mondial, ONU-Nutrition compte des membres issus de 13 entités du système des Nations Unies, un membre associé et deux observateurs⁶, auxquels s'ajoutent, au niveau des pays, d'autres organismes des Nations Unies en tant que partenaires. Les membres d'ONU-Nutrition financent un secrétariat placé sous la direction d'un Secrétaire exécutif ou d'une Secrétaire exécutive.

14. Dans sa décision 2018/207, le Conseil économique et social demandait à l'ancien CPNUN de présenter un rapport annuel sur ses activités⁷. Pour faire suite à cette décision, ONU-Nutrition a repris à son compte l'obligation du CPNUN de rendre compte annuellement au Conseil économique et social. Le présent rapport fait le point sur les activités et les réalisations collectives d'ONU-Nutrition en 2021.

II. Assurer une bonne nutrition pour tous en ne laissant personne de côté : actions collectives menées par les membres d'ONU-Nutrition en 2021

15. En 2021, les membres d'ONU-Nutrition ont élaboré la Stratégie du système des Nations Unies en matière de nutrition pour 2022-2030. En vue d'éclairer ce processus d'élaboration, ils ont mené des consultations auprès du personnel des organismes des Nations Unies dans les pays et aux niveaux régional et mondial en réalisant une enquête en ligne disponible en anglais, en arabe, en français, en espagnol et en russe, du 7 septembre au 21 octobre 2021. De plus, des conversations ont été tenues avec des informateurs clés issus de cinq groupes de parties prenantes : 1) les coordonnateurs résidents, 2) les experts et 3) la société civile et les partenaires du secteur privé, et les points de contact pour la nutrition au sein des gouvernements 4) des pays adhérant au mouvement SUN et 5) des pays n'adhérant pas au mouvement SUN.

16. La Stratégie du Système des Nations Unies en matière de nutrition pour 2022-2030 oriente la vision, la mission et les principes directeurs des activités menées collectivement par les membres d'ONU-Nutrition. Elle définit aussi les trois domaines d'activité communs interdépendants ci-après :

- 1) apport d'un appui stratégique et cohérent aux gouvernements ;
- 2) gestion efficace des connaissances collectives ;
- 3) action commune de sensibilisation et de communication.

17. La Stratégie du système des Nations Unies en matière de nutrition pour 2022-2030 est harmonisée avec les objectifs de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) et avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Un examen est prévu à la mi-2025, pour dégager les enseignements éventuels à prendre en compte pendant la période restante (2026-2030). La stratégie présidera à l'élaboration de plans de travail biennaux complémentaires spécifiant à

⁶ La FAO, l'AIEA, le FIDA, le Rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le PNUE, l'UNICEF, le Département des affaires économiques et sociales (DESA), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), le PAM et l'OMS. Le CGIAR, par l'intermédiaire de l'alliance conclue entre Bioversity International et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), est membre associé. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et le Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations sont les deux observateurs.

⁷ [Décision 2018/207 du Conseil économique et social.](#)

l'intention des membres d'ONU-nutrition les actions prioritaires à mener conjointement avec l'appui du secrétariat.

18. En 2021, les membres d'ONU-Nutrition ont travaillé collectivement comme décrit ci-dessous.

II.1 Priorité 1 – Participation stratégique unifiée aux principaux processus mondiaux

19. À mi-parcours de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), les acteurs internationaux de la nutrition ont proclamé 2021 Année d'action sur la nutrition. Parmi les principaux processus mondiaux liés à la nutrition qui ont eu lieu cette année-là, il y a eu le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) et le Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance (le sommet de Tokyo). Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a aussi tenu trois sessions plénières (la quarante-septième, la quarante-huitième et la quarante-neuvième).

20. Les membres d'ONU-Nutrition ont privilégié une participation coordonnée et unifiée à toutes ces manifestations. Ils ont également pris des dispositions pour faire en sorte que les gouvernements, les équipes de pays des Nations Unies et les autres parties prenantes participent activement à ces processus.

21. **Comité de la sécurité alimentaire mondiale** : accueilli par la FAO à Rome, le CSA compte 133 États membres de l'Organisation des Nations Unies. ONU-Nutrition est représenté dans le Groupe consultatif multipartite du CSA. En février 2021, à sa quarante-septième session, le comité a approuvé les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, fruit d'un processus intense et inclusif de consultation ayant duré cinq ans. ONU-Nutrition a joué efficacement le rôle de plateforme de coordination en suscitant et en facilitant l'apport de contributions par les 10 organismes⁸ qui formaient une équipe technique spéciale, et a notamment appuyé les délibérations des membres en fournissant des exposés de position techniques cohérents à l'échelle du système des Nations Unies et des avis fondés sur des éléments factuels.

22. ONU-Nutrition a parlé d'une seule voix à la quarante-septième session du CSA et à sa quarante-huitième session (session extraordinaire de juin 2021), ainsi que dans d'autres manifestations organisées par le CSA, faisant apparaître ce dernier comme un exemple positif et convaincant de l'appui cohérent à l'échelle du système des Nations Unies qui est fourni aux négociations des Membres par l'intermédiaire d'ONU-Nutrition.

23. ONU-Nutrition a diffusé les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition auprès du personnel technique aux niveaux régional et national, en encourageant leur utilisation en lien avec d'autres documents directifs et recommandations du système des Nations Unies fondés sur des éléments factuels.

24. ONU-Nutrition a organisé en marge des quarante-huitième et quarante-neuvième sessions du CSA les quatre manifestations en ligne ci-après qui ont attiré de nombreux participants. Le travail mené avec des partenaires extérieurs au système des Nations Unies lors de ces manifestations a permis de donner plus de poids aux messages clés et d'en étendre la portée à une audience considérablement plus large de sorte à faire mieux comprendre l'intérêt que revêt l'amélioration de la nutrition et à promouvoir les actions qui y contribuent.

⁸ FAO, OMS, PAM, UNICEF, PNUE, OCHA, FIDA, AIEA, HCR et Alliance Bioversity-CIAT.

- « Shaping the future of the food systems for the youth »⁹ (Modeler les systèmes alimentaires du futur pour les jeunes), coorganisée le 8 juin par le mouvement SUN, la coalition pour les jeunes du sommet des systèmes alimentaires, le réseau du secteur privé du Mouvement SUN, le réseau de la société civile du mouvement SUN et ONU-Nutrition, avec l'appui de la Commission européenne (Direction générale des partenariats internationaux de l'Union européenne) et du Canada ;
- Transforming Food, Land and Water Systems for Sustainable Healthy Diets¹⁰ (La transformation des systèmes alimentaires et des systèmes de gestion de la terre et de l'eau au service d'une alimentation saine et durable), coorganisée le 11 octobre par ONU-Nutrition, Stanford University, WorldFish, l'Environmental Defense Fund, le CGIAR et l'Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI) ;
- Healthy Diets at the Nexus of Food System, Biodiversity, Climate and Nutrition : Global Summits, Local Transformation and the CFS VGFSyN¹¹ (Les régimes alimentaires sains au cœur de l'articulation des systèmes alimentaires, de la biodiversité, du climat et de la nutrition : sommets mondiaux, transformation locale et Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition), coorganisée le 12 octobre par le Secrétariat d'ONU-Nutrition, le PAM, la FAO et la Banque mondiale (Agriculture and Food Global Practice) ;
- Human Rights, Nutrition and Law : Keys to Transform Food Systems¹² (Droits humains, nutrition et droit : les clés de la transformation des systèmes alimentaires), coorganisée le 13 octobre par l'université Laval, l'OMS, l'UNICEF, l'Organisation internationale de droit du développement, la FAO et le Secrétariat d'ONU-Nutrition.

25. **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires** : le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires était le premier sommet des peuples visant à établir des conditions propices à la transformation des systèmes alimentaires partout dans le monde pour atteindre les ODD d'ici à 2030. Le sommet s'est tenu en ligne le 23 septembre 2021, durant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, après un processus préparatoire de deux ans et de nombreuses consultations visant à recenser les solutions susceptibles de changer la donne. Le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires s'est inscrit dans le prolongement d'un pré-sommet de trois jours organisé à Rome en juillet.

26. En mars 2021, ONU-Nutrition a créé un groupe de travail pour le sommet sur les systèmes alimentaires (le groupe de travail sur la nutrition). Ce groupe, rassemblant des représentants de 15 organismes des Nations Unies¹³, était chargé de convenir de positions communes, d'un texte et d'un message clé soulignant que le résultat de la transformation des systèmes alimentaires devait être d'assurer des régimes alimentaires sains fondés sur des systèmes alimentaires durables. Il a également défini des mécanismes permettant d'améliorer la visibilité. Il s'agissait

⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=I4cb7f09aCI>.

¹⁰ <https://www.youtube.com/watch?v=JT98dYOrXq4>.

¹¹ <https://www.youtube.com/watch?v=4Z4U8IQH8qc>.

¹² <https://www.youtube.com/watch?v=JVKnEQko77U>.

¹³ La FAO, le FIDA, l'Organisation maritime internationale (OMI), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), le Département des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le PNUE, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ONU-Habitat, l'UNICEF, l'ONUDI, l'OCHA, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PAM et l'OMS.

notamment de veiller à ce qu'ONU-Nutrition soit représenté dans le processus conduisant au sommet sur les systèmes alimentaires et dans la campagne générale menée sur les réseaux sociaux ainsi que dans les dialogues indépendants.

27. ONU-Nutrition a aussi été associé au dialogue indépendant du sommet sur les systèmes alimentaires intitulé : *Transforming food systems with aquatic foods – access to sustainable, safe, and nutritious food for all*¹⁴ (Transformer les systèmes alimentaires grâce aux aliments aquatiques – accès à une alimentation durable, sûre et nutritive pour tous) coorganisé le 30 avril par le réseau Global Action- Sustainable Food from the Oceans and Inland Waters for Food Security and Nutrition, et WorldFish. L'objectif de ce dialogue était de se pencher sur les actions à mener pour mettre en avant les solutions fondées sur les aliments aquatiques à l'occasion du sommet. ONU-Nutrition a fait valoir le rôle crucial joué par les aliments aquatiques dans les régimes alimentaires durables, sur la base de son propre document de travail à ce sujet¹⁵.

28. Le FIDA a organisé en collaboration avec le Centre du développement et de l'innovation de Wageningen un dialogue sur l'articulation entre le changement climatique et la nutrition au service de l'amélioration de la santé humaine et de la santé de la planète. Il a aussi animé divers dialogues sur plusieurs thèmes liés à l'agriculture rurale ou y a participé activement. Ces thèmes ont été notamment les petits exploitants agricoles, les peuples autochtones, l'égalité des femmes et des hommes, les jeunes et les services financiers, tout particulièrement en lien avec la question de l'accès.

29. ONU-Nutrition a appuyé dans le cadre du pré-sommet sur les systèmes alimentaires la réunion préparatoire relative à la nutrition, intitulée : *Putting Nutrition at the Centre of Food Systems Transformation* (Placer la nutrition au cœur de la transformation des systèmes alimentaires)¹⁶. Les participants à la réunion ont préconisé une transformation des systèmes alimentaires qui soit axée sur les personnes et dont la réussite serait principalement mesurée par les résultats obtenus en matière de nutrition. Les messages clés élaborés conjointement ont été communiqués à cette occasion et à plusieurs autres et ont suscité des échos favorables.

30. Qui plus est, ONU-Nutrition a promu activement le sommet sur les systèmes alimentaires auprès des équipes de pays des Nations Unies en préparant et en fournissant des informations actualisées et du matériel de communication et en appuyant, en collaboration avec les équipes des Nations Unies et le Secrétariat du mouvement SUN, les dialogues nationaux relatifs aux systèmes alimentaires pour faire en sorte que la nutrition y occupe une large place.

31. **Vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques** : les gouvernements du Royaume-Uni et de l'Italie ont accueilli la vingt-sixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre 2021. La pandémie de covid-19, en faisant crûment ressortir la fragilité du système alimentaire et de l'écosystème, a donné une importance toute nouvelle à l'accélération de l'action menée à l'articulation entre le changement climatique, la nutrition et les systèmes alimentaires.

¹⁴ <https://www.cgiar.org/news-events/event/transforming-food-systems-with-aquatic-foods-access-to-sustainable-safe-and-nutritious-food-for-all/>.

¹⁵ https://www.unnutrition.org/wp-content/uploads/FINAL-UN-Nutrition-Aquatic-foods-Paper_EN_.pdf.

¹⁶ <https://www.unnutrition.org/news/un-fss-pre-summit-affiliated-session-putting-nutrition-at-the-centre-of-food-systems-transformation/>.

32. Les messages conjoints élaborés par le groupe de travail sur la nutrition du sommet sur les systèmes alimentaires ont été adaptés à la COP26 et utilisés pour faire prendre conscience des liens existants entre la nutrition et le changement climatique.

33. Les membres d'ONU-Nutrition ont organisé conjointement de multiples manifestations parallèles, auxquelles des représentants de pays ou de villes du monde entier ont pris part. Ces manifestations sont énumérées ci-dessous :

- *Achieving Healthy Diets from Sustainable Blue Food Systems in Small Island Developing States*¹⁷ (Des régimes alimentaires sains fondés sur des systèmes alimentaires bleus durables dans les petits États insulaires en développement), tenue le 2 novembre au pavillon de la Santé de l'OMS. La manifestation était coorganisée par l'OMS, l'Équipe d'action environnementale et Stanford University, et la FAO a assuré l'animation au nom d'ONU-Nutrition ;
- Une table ronde sur le climat, l'environnement, la nutrition et la santé, coorganisée le 9 novembre au pavillon de la Santé de l'OMS par la Suisse, le PAM et l'OMS, avec l'aide du secrétariat d'ONU-Nutrition qui en a aussi assuré l'animation ;
- *Diets, Climate and Nature : The role of what we eat in a 1.5° C future. Part 1 – Balancing nature restoration, biodiversity conservation and healthy diets for all* (Alimentation, climat et nature : le rôle de ce que nous mangerons dans un avenir plus chaud de 1,5 °C. Première partie : équilibrer la régénération de la nature, la conservation de la biodiversité et des régimes alimentaires sains pour tous), coorganisée le 10 novembre au pavillon du Fonds mondial pour la nature (WWF), par le WWF, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et ONU-Nutrition.

34. ONU-Nutrition a aussi été représenté à plusieurs autres occasions et a placé la nutrition au cœur des débats. Les membres d'ONU-Nutrition ont organisé d'autres manifestations liées à la nutrition dans les pavillons de l'OMS et du FIDA. Par exemple, le FIDA a coorganisé avec le PAM une manifestation consacrée à l'étude de l'articulation entre le changement climatique, les conflits et la malnutrition. Le FIDA a organisé par ailleurs une manifestation spéciale intitulée : *FOODtalk on healthy planet and well-nourished people* (Parlons alimentation : une planète en bonne santé et des populations bien nourries). La FAO a organisé deux manifestations parallèles liées à la nutrition dans le cadre de la préparation de la COP26, qui mettaient en lumière la relation entre la biodiversité et la nutrition dans le contexte du changement climatique.

35. En conséquence, l'alimentation et la nutrition ont occupé une plus large place dans les débats des acteurs du changement climatique. Cependant, ni l'alimentation ni la nutrition n'a été évoquée durant les négociations officielles.

36. **Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance** : le Gouvernement japonais a organisé le sommet de Tokyo de 2021 les 7 et 8 décembre. La manifestation a rassemblé un éventail représentatif de parties prenantes en vue d'accélérer l'action et l'investissement en faveur de la nutrition, et a mobilisé plus de 27 milliards de dollars et suscité près de 400 engagements. ONU-Nutrition en a été un acteur important, puisque la FAO, le PAM, l'UNICEF, l'OMS et le secrétariat ont siégé dans le groupe consultatif épaulant le Gouvernement du Japon. La FAO, l'OMS et le PAM ont coorganisé les séances du sommet consacrées aux régimes alimentaires sains, à la santé et à la résilience, respectivement.

¹⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=OqzqnYRRZuY&t=25615s>.

37. Les équipes de pays d'ONU-Nutrition ont joué un rôle capital en mobilisant les gouvernements des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire et en les aidant à formuler leurs engagements. Elles ont été appuyées par des activités de sensibilisation et d'assistance technique coordonnées au niveau mondial par le groupe du sommet de Tokyo chargé de la diffusion, qui comptait dans ses rangs plusieurs membres d'ONU-Nutrition, notamment l'UNICEF, le PAM et l'OMS, ainsi que le secrétariat.

38. Dans le segment de haut niveau du sommet, les chefs de secrétariat de la FAO, du FIDA, de l'UNICEF, de l'OMS et du PAM ont pris des engagements ambitieux en indiquant comment leurs organismes contribueraient à l'élimination de la malnutrition au cours des cinq prochaines années. De plus, dans un message vidéo, la Présidente d'ONU-Nutrition a souligné la détermination d'ONU-Nutrition à contribuer à la réussite du sommet.

39. À l'approche du sommet de Tokyo, le groupe de travail sur la nutrition du sommet sur les systèmes alimentaires a été réuni de nouveau pour adapter les messages clés communs aux fins du nouveau sommet. De plus, ONU-Nutrition a épaulé le sous-groupe de la communication auprès des parties prenantes du sommet de Tokyo.

40. Soucieux de créer une dynamique à l'approche de la tenue du sommet de Tokyo et de favoriser la mise en œuvre de ses résultats, le Gouvernement du Japon a encouragé les parties prenantes à accueillir des manifestations parallèles officielles avant et après le sommet. ONU-Nutrition a pris part à un grand nombre de ces manifestations, en tant qu'organisateur, coorganisateur, animateur ou orateur ou encore en fournissant un soutien.

II.2 Priorité 2 – Appui conjoint et stratégique au renforcement de l'action menée par les pays dans le domaine de la nutrition

41. Les gouvernements sont les premiers responsables de la conception, de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des politiques, des programmes et des initiatives visant à améliorer la nutrition d'une manière qui respecte, protège et garantit les droits humains de leurs populations. Les organismes des Nations Unies intervenant ensemble et coordonnant leurs activités par l'intermédiaire du mécanisme ONU-Nutrition placent un accent particulier sur le renforcement des capacités d'action nationales, notamment en favorisant la bonne gouvernance dans le domaine de la nutrition.

42. La coordination assurée par ONU-Nutrition aide également les gouvernements à divers niveaux, en établissant des liens et des boucles de rétroaction. Dans un premier temps, les organismes regroupés dans ONU-Nutrition fournissent un appui global en élaborant des documents normatifs et des directives techniques fondés sur des éléments factuels et, dans le cadre de la coordination entre organismes, facilitent la conclusion d'accords sur des instruments d'application obligatoire ou volontaire et connectent les pays aux processus mondiaux. Dans un deuxième temps, les membres d'ONU-Nutrition mènent directement des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. Le rôle collectif des membres d'ONU-Nutrition consiste à assurer la cohérence, en menant une action de sensibilisation unifiée et, dans la mesure du possible, en déployant une assistance conjointe, afin que les activités des organismes des Nations Unies dans un pays donné soient stratégiques et efficaces. Pour diffuser le message commun relatif à la nutrition, ONU-Nutrition s'est adressé en qualité d'entité collective aux coordonnateurs résidents des Nations Unies afin de soutenir leur participation aux programmes nationaux relatifs à la nutrition.

43. Conformément aux dispositions de la résolution 72/279 de l'Assemblée générale des Nations Unies, le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable¹⁸ constitue l'instrument permettant de planifier et de mener dans chaque pays des activités de développement et d'assurer la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies à l'appui du Programme 2030. Le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable préside de bout en bout au cycle de programme, orientant la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'élaboration des rapports, et l'évaluation pour ce qui est de l'appui et des contributions fournis collectivement par le système des Nations Unies dans le pays et déterminant la configuration des apports requis de la part du système des Nations Unies, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Le Secrétariat d'ONU-Nutrition a analysé les activités renouvelées et nouvelles des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable afin d'évaluer la mesure dans laquelle la question de la nutrition était prise en compte. Sur la base de cette analyse et d'autres éclairages fournis par des membres d'ONU-Nutrition au niveau des pays, le Secrétariat d'ONU-Nutrition appuie l'élaboration d'une note d'orientation sur l'intégration systématique de la question de la nutrition dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable¹⁹ afin que tous les points d'entrée disponibles pour l'amélioration de la nutrition soient mis à profit.

44. En 2021, les membres d'ONU-Nutrition ont continué à apporter un appui fructueux au niveau des pays dans le domaine de la nutrition. Ils ont ainsi favorisé l'intégration de la nutrition dans la transformation des systèmes alimentaires en cours et dans le programme relatif au changement climatique.

45. Une étroite collaboration entre les organismes des Nations Unies et le bureau du Coordonnateur résident au Nigéria, par exemple, a permis de positionner la nutrition dans l'approche nationale de la transformation des systèmes alimentaires, depuis les dialogues menés lors du sommet sur les systèmes alimentaires jusqu'à la vision du pays qui en a résulté et qui est définie dans les *orientations nationales pour la transformation des systèmes alimentaires*. Dans ce cas précis, le bureau du coordonnateur résident a pris la direction de l'appui technique et financier que divers organismes des Nations Unies (la FAO, le FIDA, l'UNICEF, le PAM et l'OMS) ont fourni au gouvernement pour intégrer la nutrition dans le dialogue du sommet sur les systèmes alimentaires et a été membre de l'équipe nationale principale chargée des systèmes alimentaires. En outre, les organismes des Nations Unies ont veillé à ce que les débats portent sur tout le spectre des problèmes auxquels le pays était confronté en matière de nutrition (dénutrition, surpoids et obésité, et carences en micronutriments) et ont positionné la nutrition comme un élément à part entière des six modules d'action définis dans les orientations nationales.

46. Au Costa Rica, les organismes des Nations Unies ont promu les pratiques d'alimentation saines, notamment dans le cadre d'approches respectueuses de la planète. La FAO a aidé de multiples ministères à formuler des recommandations nutritionnelles nationales fondées sur le choix des aliments (food-based dietary guidelines (FBDGs)), venant compléter les campagnes de santé publique soutenues par l'OMS en vue d'enrayer les maladies non transmissibles d'origine alimentaire, ainsi que les activités menées par l'UNICEF contre le surpoids et l'obésité chez les enfants. En juillet 2021, le pays a publié ses toutes premières recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments relatives à la période essentielle de

¹⁸ Antérieurement appelé plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

¹⁹ En tant que version révisée de la note d'orientation du Comité permanent sur la nutrition du système des Nations Unies concernant l'intégration de la question de la nutrition dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, disponible à l'adresse : <https://unsdg.un.org/sites/default/files/UNDAFGuidance-EN-WEB.pdf>.

1 000 jours allant de la conception d'un enfant jusqu'à son deuxième anniversaire, qui soulignent l'intérêt de l'allaitement sur les plans nutritionnel et environnemental. La FAO a aussi aidé le gouvernement à adapter ces recommandations à la population dans son ensemble. Cette version adaptée sera achevée en 2022 et comprendra des recommandations nutritionnelles tenant compte des trois dimensions de la durabilité : économique, environnementale et sociétale. Les bulletins publiés par ONU-Nutrition ont donné de la visibilité à ces réussites nationales, favorisant aussi l'apprentissage entre pairs.

47. Au Tchad, au Libéria, au Lesotho, à Madagascar, au Sénégal, en Sierra Leone, au Togo et au Zimbabwe, les experts et le Secrétariat d'ONU-Nutrition ont appuyé la collecte et l'analyse de données (par exemple l'inventaire des actions menées par ONU-Nutrition et la cartographie des parties prenantes), ainsi que la formulation et la soumission des engagements liés au sommet de Tokyo.

48. L'appui fourni aux pays par les membres d'ONU-Nutrition en 2021 a aussi compris la diffusion des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition et l'apport d'une assistance visant à stimuler leur adoption. À cet effet, la FAO a mis en place la Plateforme de données factuelles pour les systèmes agroalimentaires et la nutrition, avec des contributions des membres d'ONU-Nutrition et l'appui du Secrétariat. La plateforme propose des éléments factuels et des outils essentiels, susceptibles d'aider les gouvernements et les parties prenantes à utiliser les directives volontaires.

II.3 Priorité 3 – Soutien du mouvement SUN selon le principe « Unité d'action des Nations Unies »

49. La troisième phase du mouvement SUN a été lancée en 2021. S'acquittant de son rôle de réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN, ONU-Nutrition a fourni un appui unifié à la mise en œuvre de la stratégie du mouvement SUN relative à la troisième phase. ONU-Nutrition a compté deux de ses membres dans le Comité d'administration de SUN et a joué un rôle central dans le groupe chargé de la mise en œuvre, qui a défini la voie à suivre pour concrétiser SUN 3.0.

50. Le Secrétariat d'ONU-Nutrition a participé à l'élaboration du plan de travail du système de soutien global de SUN, ainsi qu'à la définition de ses indicateurs, de son budget et de ses stratégies de communication et de sensibilisation, ainsi qu'à la mise en place de son cadre d'application de l'obligation redditionnelle mutuelle.

51. En 2021, le Secrétariat d'ONU-Nutrition a été membre du groupe de travail de SUN sur le suivi, l'évaluation, l'obligation redditionnelle et l'apprentissage (MEAL) et a pris part à l'examen et au déploiement du processus d'évaluation annuel conjoint de SUN, qui rassemble les partenaires et les parties prenantes au niveau des pays pour réfléchir sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs stratégiques de SUN. Le secrétariat a aussi soutenu SUN en participant à diverses équipes spéciales, notamment celle s'occupant du sommet sur les systèmes alimentaires et du sommet de Tokyo, afin d'encourager les pays à formuler les engagements liés au sommet de Tokyo et à appuyer les actions de sensibilisation relatives à la nutrition.

52. Habités à travailler ensemble comme un solide réseau du système des Nations Unies, les organismes membres (FAO, UNICEF, PAM et OMS) se sont mobilisés avec efficacité au Cambodge pour épauler le gouvernement et travailler conjointement avec d'autres parties prenantes et réseaux de SUN au déroulement fructueux des 26 dialogues du sommet sur les systèmes alimentaires menés aux niveaux national et infranational autour de multiples thèmes liés à la nutrition, comme entre autres, l'enrichissement des aliments, l'alimentation scolaire utilisant la production locale, le rôle du secteur privé dans l'amélioration de la nutrition et le Plan d'action mondial

pour la prévention et le traitement de l'émaciation. De plus, leur appui cohésif fourni au coordonnateur de pays pour le mouvement SUN, qui était également le coordonnateur national pour le sommet sur les systèmes alimentaires, et leur proximité avec lui (dans le cas de la FAO) ont permis de renforcer la dimension nutritionnelle du programme national de transformation des systèmes alimentaires.

53. Au Tchad, quatre organismes des Nations Unies – la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'OMS – se sont alliés dans le cadre d'un programme multisectoriel, connu sous le nom de PRO-FORT, qui porte simultanément sur l'agriculture à dimension nutritionnelle, la gouvernance et l'appui à l'évolution des comportements. Ce programme conjoint tire parti des avantages comparatifs des divers organismes des Nations Unies et constitue un premier exemple de la façon dont les membres d'ONU-Nutrition aident collectivement un gouvernement à appliquer des solutions locales face aux problèmes liés à la nutrition. Lorsque que les parties prenantes se sont penchées sur cette expérience lors d'un atelier de capitalisation des connaissances tenu en octobre 2021, ils ont constaté que le projet permettait de produire des aliments d'appoint enrichis convenant aux jeunes enfants et de créer un environnement favorable à l'adoption des pratiques recommandées en matière d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, tout en renforçant les capacités et en stimulant l'économie locale.

54. Le Secrétariat d'ONU-Nutrition a aussi soutenu l'organisation des tables rondes conjointes SUN-Rapport sur la nutrition mondiale et y a participé en vue de créer une dynamique pour l'Année d'action sur la nutrition promue sous les auspices du sommet de Tokyo et d'appuyer les activités d'apprentissage et de partage d'informations entre pays menées par le mouvement SUN.

II.4 Priorité 4 – Gestion des connaissances collectives et communication

Gestion des connaissances collectives

55. En matière de gestion des connaissances, l'approche adoptée par ONU-Nutrition vise principalement à valoriser au mieux les connaissances existantes produites par les membres à tous les niveaux. La participation des membres et leur responsabilisation sont impératives si l'on veut assurer la qualité, la pertinence, la demande et l'harmonisation des produits de connaissance. Un comité de rédaction a été créé au sein d'ONU-Nutrition en juin 2021. Il se compose de la Secrétaire exécutive d'ONU-Nutrition en qualité de rédactrice en chef et de sept membres issus de l'Alliance de Bioversity et du CIAT, de l'AIEA, de la FAO, du PAM, de l'OMS, d'ONU-Habitat et de l'UNICEF, dont le mandat arrivera à expiration fin 2022. Les membres du comité de rédaction fourniront du contenu en écrivant des articles ou des éditoriaux, donneront des avis sur les éventuels examens par les pairs des articles proposés et conduiront eux-mêmes des examens par les pairs, s'il y a lieu.

56. Avec l'aide du comité de rédaction, les membres d'ONU-Nutrition ont recensé les nouveaux problèmes, ont appuyé les plateformes et les systèmes de partage des connaissances et ont produit de nouvelles connaissances pour combler les lacunes et répondre aux besoins.

Recensement des nouveaux problèmes

57. Les personnes ayant répondu à l'enquête en ligne : *Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) : priorités des cinq prochaines années dans le domaine de la nutrition*, ont indiqué les domaines susceptibles de devenir des sources de problèmes pour la nutrition. Ces réponses ont été examinées par le comité de rédaction et le comité directeur d'ONU-Nutrition qui ont dressé la liste ci-après des nouveaux domaines critiques en matière de nutrition :

- 1) Les liens entre environnement et nutrition ;
- 2) Les régimes alimentaires sains ;
- 3) L'approche «Une seule santé» ;
- 4) L'éducation au service de l'amélioration de la nutrition ;
- 5) La reddition de comptes, la corruption et la gouvernance, y compris la participation du secteur privé à l'amélioration de la nutrition.

58. Cette liste a été utilisée pendant toute l'année 2021 et continuera de l'être en 2022 pour orienter les travaux d'ONU-Nutrition relatifs à la gestion des connaissances.

Appui aux plateformes et aux systèmes de partage des connaissances

59. Dans le cadre de la nouvelle vision pour une gestion efficace des connaissances collectives, le Secrétariat d'ONU-Nutrition réunit des communautés de pratique du système des Nations Unies et en appuie les travaux sur les nouvelles questions auxquelles le système des Nations Unies doit accorder toute son attention et répondre avec cohérence, avant de communiquer à leur sujet auprès d'un vaste éventail de parties prenantes. En 2021, la communauté de pratique sur la nutrition en milieu scolaire a poursuivi ses travaux concernant l'inventaire du système des Nations Unies dans ce domaine. La communauté de pratique a examiné et approuvé la plateforme de connaissances en ligne du projet FAO-PAM sur *les normes et les directives nutritionnelles en milieu scolaire visant à protéger le droit des enfants et des adolescents à l'alimentation*, ainsi que la Coalition pour les repas scolaires créée à l'occasion du sommet sur les systèmes alimentaires.

60. Un autre exemple est donné par la communauté de pratique sur la nutrition, les droits humains et le droit, qui se réunit sous les auspices du groupe de travail technique sur la nutrition de l'Équipe spéciale interinstitutions sur les maladies non transmissibles. En 2021, cette communauté de pratique a révisé sa note conceptuelle, mis à jour l'inventaire des publications et élaboré un cahier des charges pour l'établissement d'une liste *ad hoc* de spécialistes en matière de nutrition, droits humains et droit.

Production de nouvelles connaissances pour combler les lacunes et répondre aux besoins

61. ONU-Nutrition a publié deux nouveaux produits de connaissance en 2021, qui sont harmonisées avec les priorités définies à l'issue de l'analyse des nouveaux problèmes, et portent tous les deux sur les régimes alimentaires sains et durables. Le premier a trait au rôle des aliments aquatiques dans ce type de régime alimentaire²⁰, et il a été rendu public le 7 mai lors d'une manifestation organisée conjointement par ONU-Nutrition, la FAO et World Fish. Le deuxième, qui traite des aliments d'origine animale et des régimes alimentaires sains et durables²¹ a été rendu public le 9 juin à l'occasion de la Semaine de discussions sur la santé de l'OMS, lors d'une manifestation organisée conjointement par ONU-Nutrition, l'OMS et l'ILRI.

Action conjointe de sensibilisation et de communication

62. L'objectif des activités conjointes de sensibilisation et de communication menées par ONU-Nutrition est d'influer sur les décisions de haut niveau et les politiques dans de multiples secteurs, pour assurer l'intégration systématique

²⁰ <https://www.unnutrition.org/news/launch-aquatic-foods/>.

²¹ <https://www.unnutrition.org/news/launch-livestock-derived-foods/>.

d'actions relatives à la nutrition et la réalisation de progrès dans ce domaine. C'est pourquoi, la diffusion de messages clés unifiés constitue le fondement des activités d'ONU-Nutrition en matière de communication et de sensibilisation.

63. Pour atteindre autant de personnes que possible et entretenir un dialogue régulier avec ses audiences cibles, ONU-Nutrition produit et diffuse des bulletins ainsi que des alertes en ligne et emploie les réseaux sociaux. Fin 2021, 4 119 personnes avaient souscrit aux services de communication en ligne d'ONU-Nutrition, soit une augmentation de 20 pour cent par rapport à l'année précédente. ONU-Nutrition a aussi attiré quelque 10 000 adhérents sur Twitter (soit une augmentation de 11 pour cent sur l'année) et 2 310 adhérents sur LinkedIn, soit un chiffre multiplié par cinq par rapport à 2020.

64. Le Secrétariat d'ONU-Nutrition a rédigé et diffusé deux bulletins (juin²² et décembre²³ 2021) présentant des interviews, des récits relatifs à divers pays, des nouvelles des programmes des membres d'ONU-Nutrition, des ressources, et d'autres informations, notamment sur les manifestations. De plus, il a envoyé plusieurs alertes en ligne appelant au versement de contributions pour le premier numéro du journal d'ONU-Nutrition, consacré aux manifestations sur la nutrition organisées par le CSA, à la place de la nutrition dans la COP26 et au sommet de Tokyo. En 2021, toutes les manifestations mondiales mentionnées dans la partie II.1 ont constitué autant d'occasions idéales de mener un travail de sensibilisation et ont été activement mises en avant sur les réseaux sociaux.

65. Un autre élément à part entière des activités de sensibilisation et de communication menées par ONU-Nutrition en 2021 a été sa représentation active dans des manifestations organisées par d'autres parties prenantes, pour donner plus de poids aux messages clés et atteindre des audiences élargies ou nouvelles. ONU-Nutrition a été représenté dans un certain nombre de manifestations de haut niveau afin d'améliorer la visibilité de cette plateforme de coordination récemment créée auprès des organismes des Nations Unies, et de mettre en relief les actions collectives de ses membres. Il a ainsi été représenté dans les manifestations suivantes :

- La remise du Prix mondial de l'alimentation 2021, le 11 mai, organisée par la Fondation pour le Prix mondial de l'alimentation ;
- Une manifestation intitulée *Implementing FAO's Strategic Framework 2022–31: Rising levels of nutrition for all*²⁴ (Mise en œuvre du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO : améliorer la nutrition pour tous), organisée par la FAO le 30 septembre, pour permettre aux pays et aux organisations internationales d'examiner les façons d'améliorer les activités que mène la FAO dans le domaine de la nutrition en vue de catalyser la réalisation des ODD ;
- Le 8 juin, le webinaire du consortium Standing Together for Nutrition portant sur le redressement après la covid-19 : pourquoi les investissements dans la nutrition ne peuvent pas attendre²⁵, organisé dans le cadre des dialogues sur les systèmes alimentaires – discussions sur la santé de l'OMS ;
- Dans le cadre des discussions sur la santé de l'OMS, le webinaire sur la gouvernance et la reddition de comptes dans le domaine de l'enrichissement des aliments, organisé le 10 juin par la communauté de pratique pour l'accélération

²² <https://mailchi.mp/unnutrition/newsletter-issue1-2021>.

²³ <https://mailchi.mp/unnutrition/newsletter-issue2-2021>.

²⁴ <https://www.fao.org/events/detail/fao-strategic-framework-raising-levels-of-nutrition-for-all>.

²⁵ <https://www.youtube.com/watch?v=XRM8Zl5OqNo>.

des efforts visant la réduction de l'anémie, en collaboration avec Nutrition International et avec l'appui du Secrétariat d'ONU-Nutrition²⁶ ;

- Un webinaire sur la consommation et les régimes alimentaires durables, le changement climatique, la biodiversité et la santé²⁷ organisé le 1^{er} octobre par FoodTank²⁸.

II.5 Priorité 5 – Soutien de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)

66. Pendant toute l'année 2021, les membres d'ONU-Nutrition ont continué de contribuer au bon déroulement de la Décennie d'action pour la nutrition (Décennie de la nutrition).

67. Le Secrétariat conjoint FAO/OMS a coordonné un examen à mi-parcours de la Décennie de la nutrition, auquel tous les membres d'ONU-Nutrition ont considérablement contribué. L'examen à mi-parcours a étayé l'élaboration d'un plan de travail pour 2021-2025, qui est intégré dans un document prospectif établi par le Secrétariat conjoint en vue d'appuyer la réalisation des objectifs fixés pour 2025 dans le domaine de la nutrition par l'Assemblée générale de la Santé.

68. Les participants issus de tous les groupes de parties prenantes ont exprimé leur avis sur le plan proposé, formulant des observations quant au choix de la priorité retenue pour chaque domaine d'activité de la Décennie de la nutrition. Ils ont débattu des actions transversales susceptibles de favoriser les interconnexions et les synergies entre les différents domaines d'activité de la Décennie de la nutrition, et se sont penchés sur les problèmes entravant la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition et sur les façons de s'y attaquer. De plus, en répondant à un questionnaire, les participants pouvaient donner anonymement leur avis sur le plan d'action proposé. Toutes les informations relatives à la consultation en ligne sont disponibles dans les six langues de travail de l'Organisation des Nations Unies sur le site web du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition²⁹.

II.6 Priorité 6 – Collaboration avec des partenaires stratégiques

69. L'« écosystème de la nutrition » est complexe et associé à une multitude d'acteurs opérant dans le continuum action humanitaire-développement-paix, depuis la réduction des risques de catastrophes, l'alerte rapide et l'intervention humanitaire jusqu'au redressement, aux activités de développement à long terme et au renforcement de la résilience. Une myriade d'initiatives sont en cours d'exécution, se complétant l'une l'autre et quelquefois se chevauchant.

70. La coordination assurée par ONU-Nutrition a permis de recenser les perspectives de collaboration clés qui pourraient contribuer à renforcer l'écosystème tout en limitant les chevauchements.

71. Dans ce contexte, ONU-Nutrition a été représenté en qualité d'entité collective dans les réunions du Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations, siégeant dans les groupes de travail chargés de deux domaines thématiques : la gestion des déchets et l'assistance fournie sous la forme d'espèces ou de bons. De plus, ONU-Nutrition est entré dans le groupe de travail chargé de la sensibilisation pour contribuer à assurer l'homogénéité et la cohérence des messages.

²⁶ <https://www.who.int/news-room/events/detail/2021/06/10/default-calendar/webinar-governance-and-accountability-for-food-fortification>.

²⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=98Qb2RSqTpY>.

²⁸ <https://foodtank.com/>.

²⁹ <http://www.fao.org/fsnforum/>.

72. La collaboration avec les communautés économiques régionales, en particulier l'Union africaine, a été considérée comme une priorité stratégique. ONU-Nutrition a contribué à la rédaction de l'appel conjoint à la mobilisation de ressources supplémentaires en faveur des travaux de l'Union africaine de 2022 sur la nutrition, qui a été lancé par les chefs d'État lors de la trente-cinquième session de l'Assemblée de l'Union africaine, tenue en Éthiopie en février 2022.

73. En 2021, ONU-Nutrition a été représenté dans le programme sur les systèmes alimentaires durables du réseau One Planet, en qualité d'observateur aux réunions de son comité consultatif multipartite.

III. Choix d'actions menées par les membres du Comité directeur d'ONU-Nutrition en 2021

74. Outre les activités qu'ils mènent collectivement, les membres d'ONU-Nutrition ont continué de contribuer efficacement à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition en 2021, dans le cadre de leurs mandats et capacités individuels. ONU-Nutrition, en tant que plateforme de coordination, appuie aussi le programme propre à chacun des organismes en donnant la possibilité de partager les connaissances et de communiquer ouvertement, ce qui aide ces organismes à travailler efficacement pour s'acquitter de leur mandat. Chacun des sept organismes composant le comité directeur d'ONU-Nutrition a choisi d'illustrer ses activités par quelques exemples, présentés ci-après.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

L'élimination de la faim, la concrétisation de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, notamment grâce à un accès facilité à une alimentation saine et abordable, sont au cœur du mandat de la FAO. En 2021, les organes directeurs de la FAO ont entériné la vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition pour 2021-2025³⁰. Ce document interne appuie le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO au moyen d'une action coordonnée visant l'accomplissement d'une mission axée sur la nutrition : s'attaquer à la malnutrition sous toutes ses formes en accélérant les politiques et les actions qui ont un effet sur les systèmes agroalimentaires afin de permettre à tous d'avoir une alimentation saine et de contribuer à traduire dans la réalité une vision relative à la nutrition qui est celle d'un monde où chacun et chacune se nourrit d'aliments sains issus de systèmes agroalimentaires efficaces, inclusifs, résilients et durables. Une amélioration en matière de nutrition, associée à une amélioration en matière de production, d'environnement et de conditions de vie – les « quatre améliorations » – constituent les aspirations figurant dans le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO, qui vise à appuyer la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La FAO a contribué considérablement à l'architecture internationale de la nutrition et à l'avancement du programme mondial relatif à ce domaine. Elle a notamment participé aux processus de convergence des politiques menés au titre des axes de travail du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition, l'égalité des genres et l'avancement des femmes et a géré la suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). La FAO a accueilli le pré-sommet du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et a travaillé avec l'équipe de direction pour épauler l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU. En sa qualité de membre du comité consultatif pour le sommet de Tokyo, la FAO a apporté son assistance au

³⁰ <https://www.fao.org/3/ne853en/ne853en.pdf>.

Gouvernement japonais et a été coprésident du groupe de travail thématique sur les systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine. Elle a également annoncé des engagements ambitieux et mesurables lors du sommet de Tokyo pour contribuer concrètement à assurer une alimentation saine fondée sur des systèmes alimentaires durables. Elle a joué un rôle essentiel en appuyant la mise en forme définitive des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, approuvées à la quarante-septième session du CSA. En particulier, la FAO a mis en place une plateforme mettant à disposition des éléments factuels et des outils susceptibles de faciliter l'adoption des directives par les gouvernements et les parties prenantes et ainsi de promouvoir la transformation des systèmes agroalimentaires qui permettra de concrétiser la vision de la FAO en matière de nutrition.

Agence internationale de l'énergie atomique

L'AIEA est un organisme spécialisé dans l'utilisation des techniques nucléaires pour les évaluations nutritionnelles. Les résultats d'un projet de recherche visant à évaluer la qualité des protéines dans les légumineuses ont été communiqués lors d'une réunion en ligne accueillie par l'AIEA. Les données produites sur la digestibilité des protéines seront intégrées dans une base de données sur la qualité des protéines que la FAO envisage de créer à l'avenir et éclaireront le dialogue sur les besoins en protéines pendant le cycle de vie. L'AIEA est membre du comité organisateur d'un colloque international sur les protéines et la santé humaine prévu en 2023. Dans le cadre d'un nouveau projet de recherche, il aide huit groupes de recherche à évaluer les interconnexions entre la qualité des protéines et la santé du système digestif.

Un deuxième nouveau projet de recherche vise à optimiser la méthode isotopique pour l'évaluation de la vitamine A dans le contexte des enquêtes de population, puisqu'il s'agit de la seule méthode d'évaluation pratique susceptible d'être appliquée à la totalité du spectre du statut en vitamine A. Les principaux acteurs intervenant dans le domaine de la vitamine A ont participé à une réunion technique visant à orienter la conception de ce nouveau projet de recherche de sorte que la méthode isotopique soit plus adaptée aux évaluations de populations et aux évaluations de programmes.

L'AIEA a continué de fournir une assistance à dix pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes pour les aider à évaluer l'efficacité des programmes de réduction du retard de croissance qui amélioreraient la capacité à évaluer la composition du corps et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. De plus, dans le cadre d'un projet régional bénéficiant d'un appui de l'AIEA, neuf pays africains ont obtenu de nouvelles informations concernant les effets à moyen et à long termes de la malnutrition modérée ou aiguë pendant l'enfance sur l'état nutritionnel et la santé.

Fonds international de développement agricole

Le FIDA est le seul organisme multilatéral de développement à se consacrer exclusivement à la transformation des économies rurales et des systèmes alimentaires. De par son statut singulier d'institution financière internationale et d'organisme spécialisé des Nations Unies, il joue un rôle déterminant dans le domaine du développement international, en relayant la voix des populations pauvres, des petits exploitants agricoles, des producteurs, des femmes, des jeunes et des populations autochtones et en veillant à ce qu'aucun d'eux ne soit laissé de côté. Le FIDA a également un avantage comparatif pour ce qui est du changement climatique, compte tenu de son mandat spécifique consistant à donner aux populations rurales les moyens de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à la mise en place de moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients, à la fois axés sur les

marchés et ancrés dans des trajectoires de développement caractérisés par leur faible empreinte carbone et leur résilience face aux aléas climatiques.

D'emblée, le FIDA s'est fait le champion du sommet sur les systèmes alimentaires, en particulier la piste d'action 4 sur la promotion des moyens d'existence équitables et des systèmes alimentaires inclusifs. Il est actuellement le chef de file de deux coalitions, l'une sur les salaires et les moyens d'existence décentes et l'autre sur les banques de développement publiques.

La COP26 s'est avérée être une plateforme importante pour le FIDA qui a pu en profiter pour promouvoir le rôle des petits producteurs dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets et la mise en place de systèmes alimentaires résilients. Il a accueilli des manifestations parallèles mettant en relief le fait que les petits producteurs devaient être placés au cœur des discussions sur le changement climatique dans la mesure où ils étaient largement laissés de côté par les financements en faveur de l'action climatique. Il a également souligné qu'en permettant aux petits producteurs ruraux de se libérer de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, on contribuait par effet de cascade à la réalisation des objectifs humanitaires et environnementaux du Programme 2030.

Dans le cadre de sa contribution aux connaissances et aux politiques, le FIDA a produit le rapport intitulé : *2021 Rural Development Report on Food Systems for Rural Prosperity: Investing in Diversified Livelihood and Entrepreneurship for the Next Generation*³¹ (Rapport sur le développement rural 2021 : investir dans la diversification des moyens d'existence et l'entrepreneuriat pour la prochaine génération). Le rapport sur le développement rural, qui est la publication phare du FIDA, renforce la contribution de celui-ci au dialogue sur les connaissances opérationnelles.

À l'occasion du sommet de Tokyo, le FIDA a organisé plusieurs manifestations ou y a participé pour sensibiliser les participants et réaffirmer sa détermination à mettre en œuvre des interventions sur le « dernier kilomètre » afin de s'attaquer au double fardeau de la malnutrition dans le cadre de ses investissements, et il a formulé les engagements suivants :

- 60 pour cent des nouveaux projets conçus pour la période 2021-2025 auront une dimension nutritionnelle ;
- d'ici à 2025, 25 pour cent des femmes jouiront d'une diversité alimentaire minimale ;
- d'ici à 2025, 6 millions de personnes dans les pays en développement où le FIDA intervient recevront un appui ciblé pour améliorer leur nutrition.

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Le PNUE fournit un appui à la communauté de pratique sur l'approche des systèmes alimentaires³² du programme relatif aux systèmes alimentaires durables du réseau One Planet. Il a aussi lancé, en organisant trois manifestations dans le cadre du processus du sommet sur les systèmes alimentaires, une initiative sur les mécanismes multipartites de systèmes alimentaires durables en vue d'analyser la contribution transversale de ces mécanismes nationaux et infranationaux aux politiques concernant les systèmes alimentaires durables, et ce, dans divers domaines, notamment environnemental, nutritionnel et agricole. Le PNUE a mené des activités

³¹ <https://www.ifad.org/documents/38714170/43704363/rdr2021.pdf/d3c85b6a-229a-c6f1-75e2-a67bb8b505b2?t=1631621454882>.

³² <https://www.oneplanetnetwork.org/programmes/sustainable-food-systems/multi-stakeholder-mechanisms/copfsag>.

de renforcement des capacités à l'intention des autorités locales de Kampala concernant l'agriculture urbaine et périurbaine au service d'une alimentation saine et durable et de l'efficacité de l'utilisation des ressources. De plus, ses groupes de travail régionaux sur les gaspillages alimentaires ont organisé des ateliers de renforcement des capacités quasi mensuels à l'intention de 25 États membres qui s'emploient maintenant à élaborer des plans nationaux d'évaluation des gaspillages, ainsi que des stratégies de prévention nationales. D'autres sessions sont prévues, mettant l'accent sur la prise en compte des pertes et gaspillages alimentaires dans les contributions déterminées au niveau national, les programmes visant à faire évoluer le comportement des consommateurs, les partenariats public-privé et les systèmes alimentaires circulaires. Enfin, comme suite essentielle donnée au sommet sur les systèmes alimentaires, le PNUE remanie actuellement ses projets et ses axes de travail relatifs aux systèmes alimentaires et à l'agriculture afin de les adapter aux objectifs visés et ainsi de pouvoir aider ses membres à mettre en œuvre les orientations nationales pour la transformation des systèmes alimentaires. Le PNUE commence à se pencher sur un nouveau domaine d'étude : l'articulation entre l'utilisation des terres, l'élevage, l'approche «Une seule santé» et les régimes alimentaires durables.

UNICEF

En 2021, l'UNICEF est venu en aide à plus de 400 millions d'enfants, d'adolescents et de femmes en leur offrant des services de prévention et de traitement de la malnutrition. De plus, quelque 154 millions d'enfants ont été soumis au dépistage de l'émaciation et 5,5 millions d'entre eux ont reçu un traitement vital et des soins pour une émaciation sévère, notamment dans le contexte de crises humanitaires et dans des situations fragiles. Pendant la première année de la mise en œuvre de sa stratégie pour la nutrition 2020-2030, l'UNICEF a assuré un leadership stratégique en publiant un document d'orientation pour les programmes de prévention et de traitement précoces de l'émaciation chez l'enfant (*No Time to Waste: Nutrition of School-Age Children and Large-Scale Food Fortification*) (Pas de temps à perdre : la nutrition des enfants d'âge scolaire et l'enrichissement alimentaire à grande échelle). En sa qualité de chef de file du module de la nutrition, l'UNICEF a pris la tête de l'élaboration de la stratégie du Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations (2022-2025). Il a aussi publié son premier rapport phare sur la nutrition des enfants, intitulé, *Fed to Fail? highlighting the Crisis of Children's Diets in Early Childhood in 2021*³³ (Nourris pour échouer? La crise de l'alimentation des enfants en bas âge en 2021). L'UNICEF a aussi joué un rôle moteur dans plusieurs manifestations de sensibilisation importantes, notamment le sommet sur les systèmes alimentaires et le sommet de Tokyo, qui a culminé avec le lancement de la vision et du programme de l'UNICEF sur les systèmes alimentaires pour les enfants et l'annonce des engagements ci-après lors du sommet de Tokyo : 1) atteindre au moins 500 millions d'enfants, d'adolescents et de femmes chaque année dans le cadre de politiques et de programmes visant à prévenir toutes les formes de la malnutrition, 2) investir au moins 2,4 milliards de dollars pendant la période 2022-2025, 3) aider plus de 30 pays enregistrant un important fardeau de la malnutrition à atteindre au moins 100 millions d'enfants dans le cadre de son initiative No Time to Waste (Pas de temps à perdre), notamment traiter à temps 9 millions d'enfants chaque année d'ici à 2025, et 4) créer et diriger la Global Alliance for Children's Diets (l'alliance mondiale pour l'alimentation des enfants) en partenariat avec l'OMS.

³³ <https://data.unicef.org/resources/fed-to-fail-2021-child-nutrition-report/>.

Programme alimentaire mondial

Le nombre de bénéficiaires des programmes de nutrition du PAM a bondi en 2021 par rapport à 2020. Les chiffres actualisés seront mis à disposition dans le rapport d'activité annuel du PAM de 2021. En 2020, le PAM est venu en aide à 17,3 millions de bénéficiaires dans 51 pays en menant des activités liées à la nutrition. 9,1 millions de personnes (3 millions de femmes et 6 millions d'enfants) souffrant de malnutrition aiguë ont bénéficié de programmes de traitement. Le PAM a considérablement développé ses programmes de prévention de la malnutrition, atteignant 8,4 millions de personnes dans le cadre d'interventions visant à prévenir la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments, notamment 5,5 millions d'enfants vulnérables et près de 2,6 millions de filles et de femmes enceintes ou allaitantes.

En 2021, il a fourni une assistance technique sur l'enrichissement des aliments ou distribué des aliments de base enrichis, dans plus de 40 pays. En outre, le PAM a aidé 12 pays à prendre les dispositions nécessaires pour que les systèmes alimentaires garantissent une alimentation plus saine et une meilleure nutrition, grâce à la conduite d'une « analyse visant à combler le déficit en nutriments ». Le PAM a activement contribué aux préparatifs du sommet sur les systèmes alimentaires, en encourageant à donner une large place à la nutrition et à accorder une attention particulière aux besoins des personnes le plus souvent laissées de côté. C'est ainsi qu'il a été organisme de référence pour la piste d'action 5, axée sur le renforcement de la résilience face à la vulnérabilité, aux chocs et aux stress et qu'il a soutenu un grand nombre de coalitions créées lors du sommet, notamment celles portant sur les régimes alimentaires sains, la protection sociale, les repas scolaires et l'élimination de la faim. Au sommet de Tokyo, le PAM a annoncé un engagement ambitieux à l'échelle de l'organisme, a activement contribué à l'organisation du sommet, notamment en dirigeant conjointement une séance sur la nutrition dans les contextes fragiles, et a favorisé la prise d'engagements par les gouvernements grâce à la participation coordonnée de plus de 25 bureaux de pays du PAM.

Organisation mondiale de la Santé

L'OMS est l'organisation mondiale chargée de la santé dont la mission est de concrétiser le droit à la santé et de diriger la lutte menée pour mettre un terme à la pandémie de covid-19. Elle a produit plusieurs publications, foires aux questions et autres matériels de communication en particulier sur la covid-19 et la nutrition³⁴. L'OMS donne des indications aux États membres et les aide à hiérarchiser par ordre de priorité, à planifier, à mettre en œuvre, à suivre et à évaluer régulièrement les initiatives multisectorielles visant à garantir l'accès universel à des actions nutritionnelles efficaces, aux aliments sûrs et à une alimentation saine, en renforçant les systèmes de santé et en mettant en place de meilleurs systèmes alimentaires à l'interface des écosystèmes humain et animal. L'OMS a contribué aux préparatifs du sommet sur les systèmes alimentaires et du sommet de Tokyo. Elle a été l'organisme de référence pour la piste d'action 2 du sommet sur les systèmes alimentaires, promouvant la prise en compte de la santé et de la nutrition. Elle a publié un texte dans les six langues de travail de l'Organisation des Nations Unies sur les multiples façons dont les systèmes alimentaires influent sur la santé³⁵ et a créé une page web sur les systèmes alimentaires au service de la santé³⁶ offrant des informations et des contenus de réseaux sociaux sur un choix de mesures favorisant la transformation des systèmes alimentaires. Les missions permanentes à Genève ont régulièrement reçu

³⁴ <https://www.who.int/teams/nutrition-and-food-safety/covid-19>.

³⁵ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240031814>.

³⁶ <https://www.who.int/initiatives/food-systems-for-health>.

des informations concernant le déroulement du sommet sur les systèmes alimentaires et du sommet de Tokyo, par courrier électronique et dans le cadre de trois réunions officielles. L'OMS a élaboré des documents directifs sur les régimes alimentaires sains et durables, la sécurité sanitaire des aliments, les actions nutritionnelles efficaces, les programmes d'un bon rapport coût-efficacité et les politiques permettant de remodeler l'environnement alimentaire. Elle a en outre appuyé la mise en œuvre des politiques au niveau national, notamment les politiques obligatoires interdisant l'utilisation des acides gras trans, les politiques fiscales, les politiques limitant le marketing d'aliments auprès des enfants, les réglementations applicables à la commercialisation des substituts du lait maternel et les politiques en matière d'enrichissement des aliments. En réponse à une demande de l'Assemblée mondiale de la Santé³⁷, l'OMS a mis à jour sa stratégie globale pour la sécurité sanitaire des aliments³⁸ en coordination avec la FAO et en consultation avec les États membres et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). L'OMS a également fait fonction de secrétariat du réseau d'action sur l'étiquetage de la Décennie de la nutrition, qui compte 19 États membres. L'OMS assure la présidence d'ONU-Nutrition pour la période 2021-2022.

IV. Conclusion

75. Bien que marquée par la pandémie de covid-19, 2021 a été une année spéciale pour la nutrition à l'échelle mondiale. Un ensemble de manifestations et de processus mondiaux essentiels ont eu lieu, offrant de précieuses occasions de faire comprendre l'importance que revêt la nutrition pour la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de susciter des engagements en sa faveur.

76. 2021 a aussi été la première année d'activité complète d'ONU-Nutrition. Tout au long de l'année, les membres d'ONU-Nutrition ont travaillé collectivement pour aider les pays et soutenir les divers processus mondiaux importants qui ont eu lieu. Forts de leur collaboration, les membres ont pu formuler des messages clés et repérer les points d'entrée et les principales occasions à exploiter pour faire en sorte que les régimes alimentaires sains et durables et la bonne nutrition soient placés au cœur du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et de la COP26. En fin d'année, ONU-Nutrition a contribué au sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance de 2021.

77. La participation cohérente des membres d'ONU-Nutrition à ces occasions a permis de jeter des passerelles et d'établir une articulation entre eux, de manière à ce que leurs stratégies, leurs politiques et leurs actions individuelles contribuent plus efficacement à l'amélioration de la nutrition et au développement en général. Cette collaboration interorganisations doit aboutir à l'apport d'un appui concret et homogène aux gouvernements afin de les aider à traduire dans la réalité les engagements pris par les pays lors de ces sommets majeurs (sommet de Tokyo et sommet sur les systèmes alimentaires). À cet effet, 2022 sera une année cruciale pour la conduite d'analyses et de programmes conjoints au niveau national visant à appuyer la concrétisation de ces engagements ainsi que des objectifs mondiaux en matière de nutrition.

78. Compte tenu de l'articulation critique entre les régimes alimentaires sains et l'environnement, ainsi que de nombreux organismes et d'autres partenaires l'ont souligné en 2021, ONU-Nutrition continuera en 2022 de travailler sur la nutrition et l'environnement en renforçant, notamment, les interconnexions entre la nutrition, la biodiversité et le changement climatique. C'est ainsi que la réunion « Stockholm+50 »,

³⁷ OMS (2002) *WHO global strategy for food safety : safer food for better health*. Genève.

³⁸ <https://www.who.int/publications/m/item/draft-who-global-strategy-for-food-safety-2022-2030>.

la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) représenteront pour ONU-Nutrition autant d'occasions majeures d'intervenir en mobilisant collectivement ses connaissances et ses experts et en menant conjointement une action de sensibilisation à l'approche de ces manifestations. ONU-Nutrition entend placer la nutrition au cœur des négociations, afin qu'elle ne soit plus reléguée en périphérie mais devienne un élément à part entière du programme relatif à l'environnement et au changement climatique.

79. Le compte à rebours pour la réalisation des objectifs du Programme 2030 a commencé. Avec seulement huit ans devant nous, il faut de toute urgence développer à grande échelle l'action menée dans le domaine de la nutrition et transformer notre système alimentaire pour améliorer l'accès de tous à des aliments sains issus de systèmes alimentaires durables.

80. La fonction de coordination assurée par ONU-Nutrition permettra de créer une dynamique suscitant les engagements en faveur de la nutrition. Le nombre de membres d'ONU-Nutrition est stable depuis 2020 mais devrait augmenter en 2022.

81. ONU-Nutrition incitera le système des Nations Unies à faire beaucoup plus pour ses membres, et veillera en particulier à ce que le système des Nations Unies formule toujours des messages cohérents et harmonisés sur la nutrition, présentant celle-ci comme un levier essentiel de la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
